

L'actualité patrimoniale : une mise à jour transversale des connaissances

Durée
1 jour

I. Abus de droit

- L'abus de droit, une appréciation au cas par cas
- Les donations ou apports avant vente appellent-ils de nouvelles précautions ?
- La minoration ou la majoration d'un prix de cession et les risques de requalification

II. Fiscalité des particuliers

- Projets d'instruction et calendrier : quelles incidences ?
- Nouvelles conditions pour la demi part supplémentaire
- Cotisations sur dividendes de SEL : conforme à la Constitution
- En cas de décès, le PEA est-il (désormais) toujours soumis aux prélèvements sociaux
- L'administration fiscale adopte une position nouvelle en matière d'imputation des déficits fonciers ?
- La notion d'acte anormal de gestion a-t-elle sa place en revenus fonciers ?
- Actualisation de la doctrine de l'administration sur l'art 885 I ter relatif à l'exonération d'ISF lors d'investissement dans les PME
- Instruction relative aux aménagements apportés à la réduction ISF pour investissement dans des PME et notamment via des holdings

III. Assurance-vie

- Nouvelles dispositions de taxation au titre des prélèvements sociaux des contrats d'assurance-vie
- Contrats euros diversifiés et l'ISF
- L'acceptation bénéficiaire du contrat d'assurance-vie modifie-t-elle la taxation ISF ?
- Adaptation de la doctrine administrative relative au rachat partiel sur un contrat d'assurance-vie en pertes
- Les conséquences des RM Proriol et Bacquet
- Des actes postérieurs à la renonciation peuvent-ils être considérés comme une renonciation à la renonciation ?
- Quasi-usufruit et souscription de contrat d'assurance-vie : Une solution sécurisée ?

IV. Transmission d'entreprise

- Déductibilité des intérêts d'emprunt contractés pour l'acquisition de titres de l'entreprise dans la catégorie des traitements et salaires
- Commentaires de l'administration sur l'élargissement du dispositif d'exonération pour cession de valeurs mobilières dans le groupe familial
- Apport d'une entreprise individuelle à une société : précisions sur l'éligibilité de l'apport au report d'imposition (art 151 octies CGI)
- La donation de nue-propriété est-elle exclue du bénéfice de l'exonération des PV en report prévue par l'art 151 nonies II ?
- Les stocks doivent-ils être transmis pour bénéficier du régime Dutreil ?
- En cas de sociétés interposées, peut-on, pendant l'engagement individuel de l'art 787 B CGI, céder sa participation ?



CO-ANIMÉE PAR : **Olivier ROZENFELD**, président du groupe FIDROIT
Florent BELON, consultant FIDROIT
Chantal LIENARD, directrice de la gestion

V. Fiscalité des entreprises

- Régime micro : Vers la fin de la proratisation ?
- Régime mère-fille : Des obligations comptables ?
- L'EIRL : Qu'en penser ?

VI. Défiscalisation

- De Robien non loué dans les 12 mois, tout n'est pas perdu ?
- Plafonnement global des niches fiscales : enfin des précisions

VII. Démembrement

- Instruction relative à la réforme de l'imputation sur le revenu global des travaux effectués par le nu-propriétaire
- PACS
- Preuve de société de fait entre concubins

VIII. Transmission pour cause de mort

- Prise en compte du passif d'une société ayant fait l'objet d'une donation ?
- Liquidation des droits en cas de représentation des neveux : une double liquidation ?
- Mandataire posthume et vente des biens objet du mandat

IX. Société de patrimoine

- Retrait et reprise d'un bien apporté
- Opposabilité d'une comptabilité reconstituée

X. Retraite prévoyance

- Caractère majoritaire de la gérance en présence d'un pacs
- Conditions d'assujettissement aux cotisations sociales des redevances perçues par le bailleur de fonds de commerce

XI. L'actualité des taux d'intérêts : impact sur les marchés immobiliers et obligataires à terme

